

# LE RÔLE DU PASSE DANS LES PRATIQUES SYNDICALES : REGARDS SUR LE BRÉSIL ET FRANCE

Ricardo MEDEIROS PIMENTA<sup>1</sup>

**Resumé :** Les trente dernières années ont été les témoins d'un élargissement de mémoire autant que voie des rétablissements historiques, sociaux et politiques, trouvées sur des espaces publics autant que sur des espaces privés. Dans les recherches sur le Monde du Travail, actuellement, les thèmes que se réfèrent à la Mémoire occupent une position chaque fois plus centrale au sein des débats même s'il en faut s'approfondir encore en ce que regarde les circonstances et les résultats que le « parler de mémoire » puissent interpréter. De cette façon, j'essayerai de montrer les usages politiques en ayant comme exemples actions appliquées sur la mémoire autant que les usages politiques du passé à travers des phénomènes mémoriels et les expériences des syndicats et institutions représentatives des « acteurs sociaux » du monde du travail au Brésil ainsi qu'en France. Ceux ci sont les cas de développement des politiques mémorielles dans le syndicat des métallurgiques de l'ABC Pauliste et des ouvriers du secteur du pétrole (SINDIPETRO) liés à Petrobrás au Brésil ; et en France, sur le cas des « travaux de mémoire » portés à la CGT et la CFDT.

**Mots-clés :** mémoire, syndicalisme, identité, pouvoir.

**Resumo:** Os últimos trinta anos testemunharam um alargamento da memória enquanto meio de resgates históricos, sociais e políticos. Encontrados tanto nos espaços públicos como privados. No tocante às pesquisas do mundo do trabalho, atualmente, os temas referentes à memória vêm ocupando cada vez mais um lugar central nesses debates ainda que falte para tal uma discussão mais profunda à cerca das circunstâncias e resultados do que o “falar de memória” vem interpretando. Dessa maneira, buscarei apontar para alguns exemplos de ações relacionadas à memória enquanto “usos políticos do passado” tendo como exemplos sindicatos e instituições representativas destes atores sociais do mundo do trabalho no Brasil e na França. Os casos aqui analisados mostram um desenvolvimento de políticas memoriais nos sindicatos dos metalúrgicos do ABC paulista e dos trabalhadores da Petrobrás (SINDIPETRO), no Brasil; e na França, os casos relacionados o “trabalho de memória” presentes na CGT e na CFDT.

**Palavras-chave:** memória, sindicalismo, identidade, poder.

## I. INTRODUCTION

Quel est le rôle de la mémoire pour l'histoire ? De la connaissance historique de soi, par les groupes sociaux dans la société contemporaine ? Ces questions sont toujours posées encore quand nous sommes devant quelques exemples où les acteurs sociaux et leurs mouvements essayent de se pencher sur le passé pour servir à leurs demandes et de vaincre quelques défis.

En fait, me paraît bien clair que le passé, sa représentation et construction, portées aux besoins de n'importe quelle groupe, se montre toujours basée en liaisons avec des questions et souhaits fortement attachés au présent. Souvenons-nous de Todorov quand il disait que, pour les groupes ou pour l'individu, « le rappel du passé est nécessaire pour affirmer son identité » (Todorov, 2000, p.180). Pendant dernières trente années nous avons eu un éclatement de mémoire autant que voie des rétablissements historiques, sociaux et politiques. Posées à des espaces publics ainsi comme aux privés.

---

<sup>1</sup>Ricardo MEDEIROS PIMENTA est maître et doctorant en Mémoire Sociale à la *Universidade Federal do Estado do Rio de Janeiro* - UNIRIO et boursier CAPES de doctorat *sandwich* à l'École des Hautes Études en Sciences Sociales - EHESS, à Paris.

D'ailleurs, sont ces usages de la mémoire qu'ont donné aux mouvements sociaux contemporains quelques moyens à travers de la constitution du discours historique et des actions publiques portées à leurs expériences passées de lutter pour une reconnaissance au cours de la dynamique socio-politique et culturelle d'aujourd'hui qu'a menacé leurs propres identités et héritages.

Dans les recherches sur le Monde du Travail actuellement, les schémas de Mémoire sont à une position chaque fois plus centrale. D'ailleurs, il faut des débattres au sein des circonstances et résultats que le « parler de mémoire » interprète. De plus en plus les liaisons de l'homme avec son passé se donne par moyens plus différents et plus rapides. Dans un monde plus globalisé, avec le rapport de l'informatisation, le passé se trouve comme un vrai moyen de consommation des cultures et groupes sociaux. Cette séduction doit être problématisée pour comprendre les rôles qui sont jouées dans ces champs.

De cette façon, j'essayerai de montrer quelques exemples des actions appliquées sur la mémoire comme des usages politiques du passé à travers des phénomènes mémoriels, portées sur les expériences des syndicats et institutions représentatives des acteurs sociaux du monde du travail au Brésil autant qu'en France. Ce sont les cas de développement des politiques mémorielles dans le syndicat des métallurgiques de l'ABC pauliste et des ouvriers du secteur du pétrole (SINDIPETRO) liés à Petrobrás au Brésil ; et en France, sur le cas des « travaux de mémoire » portés à la CGT et la CFDT.

## **II. LA MÉMOIRE COMME VOIE D'ACTION SYNDICALE**

L'éclatement de mémoire vécu dans les dernières années ne peut être généralisé et comprise naïvement par nous. Il faut découvrir ses mécanismes et besoins pour comprendre les vraies conditions sur lesquelles elle est construite et envisagée. C'est à travers de ces conditions mêmes que de la mémoire est désormais très complexe. Il s'agit directement de savoir la nature et condition sociopolitique (liées) au créateur. Bien comme leurs luttes, conflits et menaces.

La question que je pose ici est-ce qu'il y a une liaison entre le mouvement de crise vécu par le monde du travail dans les dernières trente années et le besoin de mémoire chaque fois plus forte par les acteurs sociaux et leurs institutions représentatives comme moyen d'une lutte identitaire et aussi de la façon de son maintien. Par le côté des activités mémorielles, ce n'est pas un phénomène directement crée au moment de crise. Elles se sont débrouillées progressivement autant que les différences sont chaque fois plus présentes dans le quotidien et relations des acteurs et des groupes sociaux.

C'est pour ça que même avec expériences très différentes entre le Brésil et la France, même que le temps historique ne peuvent être pas égaux eux aussi, je peux dire qu'il y a dans les procès de changement vécu, connue par nous comme de crise du monde du travail, une circulation des expériences bien que des crises sur les chaînes de travail, la désindustrialisation, privatisation, le chômage, et cetera.

Et dans ce regard, même si en France nous pouvons dire que dès la fin des années 70 et les années 80 ont été caractérisées par ces questions, et qu'au Brésil le moment de crise

plus fort était vécu dans les années 90 ; les différents moments ne trompent pas l'avis que les difficultés et les essais de travailler la mémoire de ce qu'était menacé ont eu de motifs très similaires.

C'est pour ça même qu'en moments différents les institutions syndicales ont traversé, quand la crise battait son plein, les phénomènes pareils de démoralisation et faiblesse devant la classe ouvrière. Et que dans les années suivantes nous pouvons aussi considérer que l'institution syndicale a beaucoup changé.

La crise du syndicalisme en France est associée à un éclatement de la dimension communautaire des identités sociales (Rosanvallon, 1998) après les années soixante et d'un déclin de l'adhésion des ouvriers aux syndicats au début des années quatre-vingt. Cette expérience n'était pas unique. Dans des pays comme l'États-Unis et Japon, ce déclin avait commencé déjà dans les années soixante. Dans le cas du Brésil il y a une particularité à cause des années du Regime Militaire qu'ont donné dans les années soixante et soixante-dix quelques difficultés sur l'acte de la représentativité syndicale. D'ailleurs, les années quatre-vingt ont eu un élargissement de la syndicalisation qu'était arrivé sur certaines catégories à 70 % (soixante-dix percent) (PNAD, 1988).

Malheureusement, la décennie postérieure, même avec un haut indice des syndicalisées, a vu un refroidissement des moyens de représentativité et graduellement une perte de l'identification collective entre les ouvriers. La désétatisation de l'économie Brésilienne et les paradigmes néolibéralistes posaient au début des années quatre-vingt-dix, un terrain très incertain. Avec les questions plus économiques, il y avait aussi un problème un peu plus caché que se penche sur le choc des générations dans les espaces du travail, au même temps que leurs espaces étaient de plus en plus modifiés, transformé par l'industrie moderne.

Elles sont aujourd'hui des institutions plus professionnalisées, plus politiques et pragmatiques et moins représentatives pour des ouvriers de base, moins gérée par l'idéologie de classe qui était en échec. C'est dans ce bouleversement syndical que la possibilité, de travailler le passé, de maintenir une mémoire dite de tous, se montrait tout à fait important et chaque fois plus accepté dans les cadres des institutions qu'ont la représentativité des travailleurs comme centre de ces actions.

C'est dans ce contexte historique et social que le concept d'« usages politiques du passé » se montre désormais précis pour caractériser la « fièvre de mémoire » vécue non pas seulement dans les groupes sociaux, mais principalement instrumentalisés dans les institutions auxquelles sont attachées.

En effet, en France, c'était dans ce contexte particulier du début des années quatre-vingt que le rôle de l'histoire industrielle, économique et sociale a pris une importance majeure pour l'État et pour ces acteurs politiques. L'importance d'archives liées au monde du travail est ainsi posée comme part pas seulement des ouvrières et travailleurs, des syndicats, mais aussi comme part constitutive de l'identité nationale et de son histoire.

Les résolutions sur la création du Centre des Archives du Monde du Travail, à Roubaix, à la même époque montrent la circulation présente d'une idée partagée sur l'importance patrimoniale de la mémoire du travail, industrielle et ouvrière (Mauroy, 2002). Par

contre, ce type de politique de sauvegarde patrimoniale et mémorielle n'était pas une action seulement des espaces de l'état. Les syndicats ont aperçu rapidement l'importance et le pouvoir contenu dans la prise de la mémoire et son usage.

D'abord il fallait que les syndicats poursuivent les moyens pour viabiliser la représentation sociale de soi et consécutivement d'entretenir une identité encore ouvrière. Ce défi passe ensemble par les besoins du syndicat contemporain Brésilien (plus tardivement) autant que le Français ; et le rôle de l'information, aujourd'hui, se montre chaque fois plus important.

Dans le cas du Brésil, il y a deux phénomènes très significatifs lesquelles peuvent nous montrer une initiative pareille à l'expérience Française portées à actions des syndicats pour construire et sauvegarder la mémoire. La premier c'est du syndicat des ouvriers métallurgiques de l'ABC qui avait fait un travail d'organisation de ces archives, et crée un site à l'internet qu'était inauguré en 2001 à la veille des disputes présidentielles. Ce site s'appelle *ABC de Luta* et son contenu parle des trajectoires des cadres plus centrales dans le mouvement social lié au Syndicat en question.

Avec beaucoup de photos, plus de quatre cents témoignages et d'autres types de documents comme des journaux, par exemple, ce site parle des trajectoires et des actions des personnages qui ont un rôle significatif dans le monde syndical, par exemple comme *Luis Inácio Lula da Silva, José Dirceu, Luiz Marinho, Jair Meneguelli, Osvaldo Bargas, José Lopez Feijóo*, et cetera. Chacun d'entre eux ont eu des dossiers avec photos (que peuvent être regardées pour le visitant du site) et d'autres types de document (tous avec possibilité d'être téléchargées); alors, il y a aussi de sources portées à la vie politique du syndicat, de sa création, et des congrès liés à la vie politique du Parti des Travailleurs autant que de la CUT.

À la page d'entrée du site, les mots sont : « Mémoire des Métallos de l'ABC ». Par contre, la mémoire formée est seulement d'une partie des métallurgiques. La mémoire crée au site, d'ordre plus politique et centralisée, montre les grands personnages de l'ABC; en grande partie liée au PT. La parole des anciens ouvriers métallurgiques se trouve dans une mémoire que s'agit pour répondre à un intérêt plus politique et de reconnaissance du parti des travailleurs et de leurs acteurs au moment qu'à travers de la connaissance d'une trajectoire passée, les mêmes cherchant la légitimité.

Le deuxième cas c'est le projet du Sindipetro avec la participation de la *Petrobrás* en 2002: « Mémoire des Travailleurs *Petrobrás* ». Caractérisée par son regard plus général, mais aussi avec la préoccupation de construire une image très « héroïque » de la trajectoire des travailleurs de la *Petrobrás*, toujours établit au syndicat. Avec la même conception initiale de l'exemple de l'ABC, le projet en question avait contracté des services privés pour réaliser le travail de collecte du plus grand numéro d'entretiens, de témoignages, des ouvriers, retraités ou non, de *Petrobrás*. Avec plus de deux cents témoignages, photos et d'autres sources (aussi possibles d'être consultables pour le visitant du site) le projet de mémoire des travailleurs de la *Petrobrás* montre les différentes nuances dans un univers trop grand qui est la classe de travailleurs de la *Petrobrás* au Brésil avec toute sa diversité.

Une diversité donc par son côté révèle une très profonde complexité. Ainsi, quelques recherches peuvent nous réveiller alors que l'histoire du syndicalisme Brésilien dans les

dernières trente années était construite avec un discours de négation de la trajectoire qui a précédé lui-même. Au Brésil, le modèle du « vieux syndicalisme » lié au Parti Communiste fut tombé concomitamment à l'étranglement que le régime militaire, déflagrait en soixant-quatre, avait lui imposé et à la faiblesse de son discours et stratégie politique devant l'insatisfaction et méfiance de quelques groupes de militants qui, plus tard, ont promu a nouveau un modèle, connue par nous comme le « nouveau syndicalisme »; née à la ville de *São Bernardo do Campo (São Paulo)* dans la fin des années soixante-dix.

Ces syndicats aujourd'hui montrent d'ailleurs que l'attention pour questions liées à l'histoire et à la trajectoire politique, de lutte sociale sont principales dans le milieu d'intérêts et priorités du syndicat contemporain. Les signes en cours sont les outils pour une construction subjective du propre espace social de leurs personnages.

Ce phénomène peut se trouver aussi dans le cas Français cependant les singularités que lui touchent. À l'Europe, particulièrement en France, la conscience d'historicité dans l'institution syndicale était une question très importante développée de manière que l'idée de « devoir de mémoire » se montre tout à fait permanente. Sont les exemples d'Institut CGT d'Histoire Sociale; crée par la CGT elle même, ou la CFDT parmi d'autres institutions. Les différences ici trouvées entre les cas Brésilien et Français ne sont pas des empêchements pour considérer qu'il y a une pensée commune. Un réseau ou, comme eut commenté Halbwachs à propos du Contrat social de Rousseau, un « système de liassions » établis entre les hommes de la société qui fondent l'intérêt commun (Halbwachs, 1943, pp. 136-137). Dans ce cas, un intérêt posé par une volonté générale, sur la mémoire et sa préservation.

Dans ce cas, c'est correct d'affirmer que pour les syndicats les dernières années ont eu un but commun: garder leur mémoire; mettre en place un discours porté sur une histoire reconnue par la classe; et retransmettre ça par les générations futures.

Les cas présentés ici montrent que les institutions syndicales et représentatives des ouvriers ont pu crée dans les dernières années un lieu à maintenance et instrumentalisation de la mémoire autant que la connaissance historique de soi à travers des expériences vécus chaque fois dans une echelle plus large. L'usage de la mémoire, du passé, n'est pas seulement faite par les chemins de la nostalgie. Elle est aussi portée de manière à viabiliser la présence et le développement de l'identité collective des acteurs qui sont aujourd'hui plus pluriels.

En plus, cette pratique se montre toujours importante sur le monde du travail par rapport à une identité ouvrière qui se soumet à la sélection de ses propres passés quand les « intellectuels organiques » (Gramsci, 1975) ou les « historiens organiques » (Pollak, 1992) engagés avec leurs syndicats faisaient de la mémoire collective des ouvriers une voie pour construire l'encadrement de leur identité historique.

Il y a sans doute une idée de projet de futur où les travailleurs de demain pourront avoir des bases et symboles pour assurer son identité dans un champ de « lutte par reconnaissance », pas seulement dans les domaines des groupes sociaux, mais aussi des institutions qui leur représentent.

Les instituts d'histoire sociale sont de création relativement récente. (...) Je pense qu'effectivement c'est correspond, c'est création, c'est développement des instituts parce que maintenant se développent (...) l'objectif [dû statut de l'IHS] c'est de faire en sorte que l'histoire justement, l'histoire ne soit pas... comment pourrait-je dire?... instrumentalisée. C'est de faire échapper le regard historique aux enjeux immédiats qui peuvent se poser à l'intérieur du syndicalisme de la CGT en particulier.<sup>2</sup>

Autrement, il faut savoir que ces productions sont aussi utiles à l'image politique du syndicat, des centres confédéraux et du pouvoir politique qu'ils portent. Sont les « usages politiques du passé », et son instrumentalisation bien sûr que laissent ces pratiques de contrôle de la mémoire collective par les institutions que choisissent quelle serait l'expérience passée juste pour leurs intérêts.

Lorsque nous avons créé, voici vingt ans, l'Institut CGT d'Histoire sociale, il n'était pas évident pour tout le monde que ce nouvel instrument de notre activité syndicale répondait à une nécessité. Son utilité s'est avérée progressivement, au fur et à mesure que nos initiatives diversifiées ont montré à quel point il pouvait contribuer au rayonnement de la CGT, en occupant un terrain jusqu'alors réputé strictement réservé aux historiens. Une telle expérience, au sein d'un syndicalisme peu enclin — de par ses origines — à réfléchir à l'histoire pour consacrer toutes ses forces à la lutte immédiate.<sup>3</sup>

De cette façon, c'est clair dans le cas de l'IHS, que sa création a eu comme pièce motrice la nécessité d'une parole par le côté des syndicats qu'aient pu s'exprimer dans le contexte de la production historiciste. Malgré les faits de l'instrumentalisation de la mémoire se montre évidente dans l'IHS par la CGT nous ne pouvons pas mépriser le contexte d'ouverture d'une voie par les voix des acteurs sociaux et leurs expériences qui étaient la plupart des temps oubliés de la connaissance publique.

Les efforts faits par l'IHS ont créé divers moyens pour les acteurs du monde syndical et du travail de s'exprimer de façon qu'à travers de l'IHS donnaient de l'espace pour poser une autre parole, un autre regard ; plus pluriel sur les sujets en ce qui concerne à l'expérience de la classe ouvrière. L'établissement pour sauvegarder les archives privées des militantes ont donné aussi une nouvelle voie aux liaisons entre les ouvriers, militantes et la possibilité de construction d'un discours sur le passé. Chose qui était à leur avis importante pour préparer l'avenir et les ouvriers de demain.

La place de l'archive prendre aujourd'hui un important sujet pour les institutions syndicales. CGT, CFDT ou même quelques syndicats Brésiliens comme de l'ABC *paulista* et *Petrobrás*; sa sauvegarde a envisagé comme une assurance et moyen de transmission du pouvoir enlevé par les luttes d'hier.

À la CFDT, ses archives ont donné un grand rapport quand toutes les sources liées aux ouvriers de l'usine Renault de Boulogne-Billancourt ont été menacés à cause de l'arrêt des activités de l'usine en question. La CFDT prenait cette responsabilité une fois qu'elle avait compris l'importance de la sauvegarde de la mémoire de ses travailleurs. De la même façon que la CGT, les archives confédérales et interfédérales de la CFDT

---

<sup>2</sup>Interview avec le Secrétaire Général responsable par l'IHS confédérale de la CGT, Monsieur Donat Decisier. Réalisé le 23 juin de 2008.

<sup>3</sup> Séguy, Georges. 20 ans après. In: **Les cahiers de l'institut CGT d'histoire sociale**. N.81, mars 2002.

donnent le rapport utile pour les départements de communication, pour les recherches internes et pour d'autres que peuvent visiter et consulter ses fonds.

La CFDT a été un acteur de l'histoire des Français, de l'histoire de la France, du mouvement syndical de notre pays comme du mouvement syndical international. Ce passé a laissé des traces (...) Traces que constituent la mémoire de l'organisation, plus exactement que permettent de construire la mémoire de la CFDT. (...) La mémoire de la CFDT a pris corps et devient ainsi objet de l'histoire. (...) C'est à eux qu'il appartient maintenant de faire vivre cette mémoire de la CFDT.<sup>4</sup>

«Tirer de la poussière» c'était le terme utilisé par Michel Glandus (de la CFDT) à Jacques Brohand, responsable par les organisations des archives de Boulogne-Billancourt en 1993. En tout cas, l'intérêt de la sauvegarde des sources portées à Renault Billancourt était aussi de catalyser les matériels possibles pour une construction de la mémoire dite de la CFDT.

Les syndicats Brésiliens ont eu un enjeu pareil aux Français. Les usages d'un discours mémoriel avec l'idée de sauvegarde des archives, et les moyens de communication efficaces à travers de publications et Internet montrent un nouveau syndicalisme en mouvement ; plus puissant où le militantisme est présent dans ces voies.

(...) je pense que l'informatique et l'internet sont des outils très importantes (...) Parce que l'internet est le monde ; vous pouvez savoir tout, (...) c'est un chemin très fort (...) les choses sur l'information politique, l'action du syndicat est à l'internet. C'est ouvert, tous connaissent (...) les journaux même, (...) les choses que nous parlons sont à l'internet et tout le monde peut savoir.<sup>5</sup>

Sans doute, nous pouvons dire qu'il y a de plus en plus une préoccupation avec les identités qui se forment dans la classe ouvrière d'aujourd'hui et même de demain. Il y a aussi un essai de montrer à la société que le syndicalisme d'aujourd'hui, que négligeait l'histoire de ces origines, a maintenant ces traditions et son histoire. Ils ont de l'histoire. C'est pour ça qu'ils disent au site de l'ABC: NOUS AVONS D'HISTOIRE A VOUS RACONTEZ!

### III. CONCLUSION

Toutes ces actions montrent à mon avis que les efforts de partager avec la société l'expérience mémorielle (politiquement sélectionnée et fabriquée dans les syndicats et ces membres organiques) dénoncent l'insertion de l'institution syndicale dans le champ de la construction d'une histoire publique (une histoire que c'est créée, écoutée et écrite par les acteurs sociaux avec l'intention d'être utile à eux même et de présenter cette « connaissance historique » à un public de façon plus généralisée).

---

<sup>4</sup> Kaspar, Jean. Secrétaire général de la CFDT en 1992. Avant-propos sur les services de l'archive CFDT. **Archives confédérales de la CFDT**.

<sup>5</sup> Interview avec un militant du Syndicat des ouvriers métallurgiques de l'ABC paulista, Monsieur Luis Soares da Cruz (Lulinha), **Movimento de Alfabetização do SmABC**, réalisé le 09 mai, 2006.

En plus, d'une représentation collective du trajet de la classe ouvrière brésilienne. Il y a dans cette dynamique un effort de « reconnaissance de soi », de la classe même (et par conséquence de quoi le syndicat fait montrer de cette classe) à travers de l'espace public.

Autrement, les actions syndicales ici présentées, liées à la mémoire, n'effacent pas l'existence aussi d'une instrumentalisation du passé par les syndicats en question. Par cette raison, nous devons être plus attentifs aux choses dites et formalisées comme la mémoire d'un groupe.

## REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- GRAMSCI, A. *Quaderni del carcere* Turim: Einaudi, 1975.
- HALBWACHS, Maurice. *La mémoire collective*. Paris: PUF, 1950.
- HALBWACHS, Maurice. *Les cadres sociaux de la mémoire*. Paris : Albin Michel, 2004.
- HARTOG, François. REVEL, Jacques. *Les usages politiques du passé*. Paris: EHESS, 2001.
- MAUROY, Pierre. «Les archives du monde du travail.» In: ELGEY, Georgette. *Les Français et leurs archives. Actes du colloque au Conseil économique et social, 5 novembre 2001*. - Paris: Fayard, 2002.
- NOIRIEL, Gérard. *Les Ouvriers dans la société française, XIXe-XXe siècle*. Paris : Éditions du Seuil, 2002.
- NORA, Pierre. «Entre memória e história: a problemática dos lugares» In : *Revista do Programa de Estudos Pós-Graduados em História e do Departamento de História*. 10. São Paulo. (1993): 7-27.
- PNAD - *Pesquisa Nacional por Amostra de Domicílios*. Brasil, IBGE, 1988.
- POLLAK, M. «Memória e identidade social.» *Estudos Históricos*, v. 5, n.10, 1992.
- RICOEUR, Paul. *La Mémoire, l'histoire, l'oubli*. Paris, 2000.
- RICOEUR, Paul. *Parcours de la reconnaissance*. France: Folio, 2005.
- ROUSSEAU, Jean-Jacques. *Du contrat social, Introduction, notes et commentaires de Maurice Halbwachs*, Paris, Aubier Montaigne, 1943.
- ROSANVALLON, Pierre. *La question Syndicale*. Paris: Hachette, 1998.
- TODOROV, Tzvetan. *Mémoire du mal, tentation du bien: enquête sur le siècle*. Paris: Robert Laffont, 2000.